



HAL
open science

Race, classe et concurrence interminorités : la restructuration du capitalisme et ses conséquences à South Central Los Angeles

Yohann Le Moigne

► **To cite this version:**

Yohann Le Moigne. Race, classe et concurrence interminorités : la restructuration du capitalisme et ses conséquences à South Central Los Angeles. *Historiens et géographes*, 2023, 464, pp.57. hal-04361497

HAL Id: hal-04361497

<https://hal.science/hal-04361497>

Submitted on 22 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Race, classe et concurrence interminorités : la restructuration du capitalisme et ses conséquences à South Central Los Angeles

Yohann Le Moigne
Université d'Angers
3L.AM

Cet article propose d'analyser la façon dont les restructurations du capitalisme entamées au début des années 1970 ont contribué à la recomposition du paysage urbain et des rapports de forces entre les populations noires et latinos dans le cœur de l'agglomération de Los Angeles. Nous nous concentrerons sur le quartier de South Central, le ghetto noir historique de la ville, situé immédiatement au sud de Downtown Los Angeles.

Nous nous intéresserons à quatre processus spécifiques et concomitants : un double processus de désindustrialisation-réindustrialisation sélective qui aboutit à la paupérisation durable de la classe ouvrière noire de Los Angeles ; le recul de l'État providence initié notamment par les politiques néolibérales des administrations Nixon et surtout Reagan ; la polarisation sociale de la communauté africaine américaine ; et l'augmentation des flux migratoires en provenance du Mexique et d'Amérique Centrale qui entraîna une profonde recomposition démographique du quartier.

Il s'agira donc d'analyser les conséquences de ces processus sur le territoire de South Central pour les populations qui y vivent (en particulier les Africains Américains) et d'esquisser une réflexion sur les liens entre racisme et capitalisme dans le contexte urbain étatsunien.

Désindustrialisation, réindustrialisation sélective et paupérisation durable de la classe ouvrière noire

Les années 1970 marquèrent le début d'une période de restructurations économiques importantes qui mirent fin au système de production fordiste qui avait contribué à la croissance économique et à la puissance industrielle étatsunienne. La crise qui s'abattit sur les États-Unis eut de nombreux effets dont la diminution des salaires, des profits et de la productivité, une sous-utilisation des capacités industrielles et une augmentation du chômage qui furent ressentis dans la plupart des pays industrialisés (Soja, Morales et Wolff, 1983). Les fermetures d'usines commencèrent à se multiplier, les déficits publics à se creuser et les troubles sociaux à s'intensifier, ce qui contraignit le capitalisme à se restructurer en tentant de restaurer une plus grande profitabilité et un contrôle plus efficace sur la main d'œuvre.

Le modèle de production fordiste laissa sa place à un modèle qualifié de postfordiste basé sur la flexibilité, notamment par rapport à la demande réelle avec le recours de plus en plus fréquent à la production en flux tendu et à la sous-traitance. Il en résulta une importante réorganisation du capitalisme à l'échelle mondiale qui impliqua, entre autres, des changements dans la division du travail et dans le rôle de l'État.

Ces transformations se matérialisèrent de différentes façons aux États-Unis en fonction des territoires et de leurs caractéristiques (Soja, Morales et Wolff, 1983). Les grandes villes industrielles du Nord-Est et du Midwest furent rapidement touchées par une vague de délocalisation lorsque les multinationales qui y employaient des centaines de milliers de travailleurs se mirent à exploiter de nouveaux marchés et de nouvelles mains d'œuvre, notamment en Asie et en Amérique Latine, afin d'abaisser les coûts de

production. Les secteurs les plus touchés par ces délocalisations furent les secteurs industriels traditionnels qui avaient permis l'explosion de la croissance après la 2^{ème} Guerre mondiale, en particulier l'automobile et la sidérurgie qui offraient des emplois bien payés et fortement syndiqués.

Parallèlement à cette désindustrialisation massive se mit en place, en particulier dans de nombreuses villes de la *Sunbelt* (dans le Sud et l'Ouest du pays), un processus de réindustrialisation sélective dans les secteurs de hautes technologies, plus compétitifs à l'échelle internationale et capables d'affronter la concurrence étrangère grâce au soutien de l'État local ou fédéral. Cette réindustrialisation fut souvent accompagnée du développement du secteur tertiaire.

L'un des principaux apports des géographes de la *Los Angeles School of Urbanism*¹ fut de montrer que l'agglomération de Los Angeles avait connu une combinaison de plusieurs tendances à l'œuvre à l'échelle nationale.

La série de cartes ci-après en offre une synthèse. Il convient dans un premier temps de noter que l'agglomération de Los Angeles était caractérisée par une forte ségrégation raciale en 1980, avec notamment une population africaine américaine concentrée dans et autour du quartier de South Central. La deuxième carte montre que la région connut une terrible désindustrialisation à la fin des années 1970 et au début des années 1980, qui frappa principalement les secteurs de l'industrie lourde (la métallurgie, l'industrie automobile et l'industrie pneumatique). En l'espace d'une décennie, l'industrie fordiste de Los Angeles fut quasiment détruite lorsqu'une vague de fermetures toucha les usines du couloir d'Alameda, un couloir routier et ferroviaire qui relie *Downtown* au port de Los Angeles (Soja, 1996 ; Sides, 2003). La carte permet effectivement de constater que ces fermetures eurent principalement lieu dans et autour de South Central et que, par conséquent, les Africains-Américains en furent très durement affectés. Ce sont environ 70 000 emplois industriels qui furent supprimés dans l'agglomération entre 1978 et 1982, soit 75% des emplois dans les secteurs de l'automobile, de la sidérurgie et de l'aéronautique civile. La crise se poursuivit dans les années 1980 et on estime que 200 000 emplois, dont une grande partie d'emplois industriels syndiqués, furent supprimés dans le comté de Los Angeles entre 1978 et 1990 (Soja, Morales et Wolf, 1983 ; Wacquant, 2005).

Les opportunités d'accès à ce qui était des emplois stables et relativement bien rémunérés, permettant à terme à de nombreux Africains Américains faiblement qualifiés de pouvoir intégrer la classe moyenne, se réduisirent donc sensiblement au cours des années 1980.

Toutefois, cette désindustrialisation massive du couloir d'Alameda eut lieu dans un contexte économique général très favorable dans l'ensemble de l'agglomération, y compris dans le secteur industriel. En effet, alors que l'industrie lourde disparaissait, la région connaissait une réindustrialisation sélective, à la fois dans des secteurs à hautes et à très faibles qualifications, qui ne bénéficia que peu aux Africains Américains de South Central. C'est ce qu'illustre la troisième carte.

Entre 1972 et 1979, 110 000 emplois furent créés dans l'industrie de l'aéronautique et de l'électronique dans l'agglomération (Soja, Morales et Wolff, 1983). Mais l'ensemble du territoire ne bénéficia pas de cette croissance industrielle. À l'image de ce qui se passait à l'échelle nationale, un grand nombre d'entreprises fuirent les villes-centres où étaient concentrés les ouvriers les plus syndiqués et les mieux payés pour s'installer

¹ L'école de Los Angeles est un courant académique composé de géographes et d'urbanistes essentiellement basés dans les universités de UCLA et USC qui entendaient, partir du milieu des années 1980, remettre en question le modèle classique « centre/périphérie » développé par l'école de Chicago et offrir une perspective nouvelle sur la ville en s'appuyant sur le cas de Los Angeles.

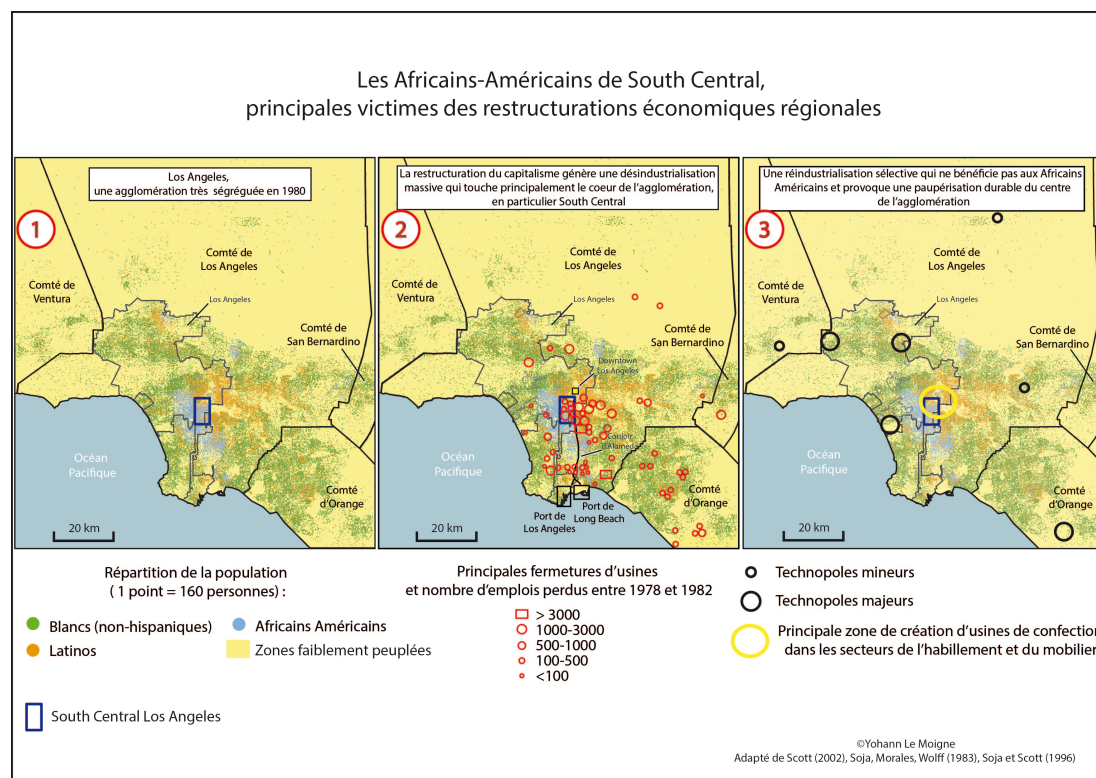
dans des banlieues plus lointaines, qui leur offraient des avantages fiscaux très importants. C'est pourquoi plusieurs technopoles se développèrent en périphérie de l'agglomération (Soja, 1996 ; Scott, 2002).

Par ailleurs, de nombreuses PME industrielles, notamment dans le domaine du textile, s'installèrent dans le centre de Los Angeles, à proximité immédiate de South Central, mais les emplois qu'elles proposaient étaient non-syndiqués, très mal payés, ne fournissaient pas d'accès à une couverture santé et ne nécessitaient que peu de compétences (Soja, 1996).

Enfin, et cela ne figure pas sur la carte, dans ce contexte de restructuration du capitalisme, Los Angeles devint un centre financier international, ce qui permit la transformation de Downtown et du Westside en quartiers d'affaires grâce à une explosion de la construction de bureaux destinés à accueillir les sièges sociaux de banques et de compagnie d'assurance ainsi qu'au développement de nombreux services annexes dans l'hôtellerie et la restauration (Soja, Morales et Wolff, 1983).

Tout ceci eut des conséquences importantes pour les Africains Américains de South Central qui souffrirent à la fois, de ce que le sociologue John Kain avait qualifié de *spatial mismatch* (ils vivaient trop loin des technopoles pour pouvoir prétendre aux emplois à qualifications moyennes qu'ils proposaient) et de *skills mismatch* (ils n'avaient pas le niveau d'éducation nécessaire pour postuler aux nombreux emplois créés dans des secteurs à hautes qualifications dans le centre de l'agglomération, notamment dans la finance, les assurances et l'immobilier) (Kain, 1968).

Enfin, la plupart des Africains-Américains peu ou non qualifiés touchés par ces transformations économiques ne bénéficièrent pas des emplois industriels créés dans le secteur du textile à proximité de South Central car ils n'entendaient pas occuper des postes aussi mal payés et travailler dans des conditions aussi difficiles. Lorsque, toutefois, certains d'entre eux se portaient volontaires, les employeurs leur préféraient des immigrants récents, considérés comme plus dociles et travailleurs (Waldinger, 1996). Tout ceci contribua à paupériser durablement la classe ouvrière noire de South Central.



Nixon, Reagan et le recul de l'État providence

À peu près au même moment, cette population subit de plein fouet les conséquences des politiques néolibérales menées par les administrations Nixon et surtout Reagan. En effet, dans le contexte de crise économique abordé plus haut, les impératifs budgétaires permirent au Parti républicain au pouvoir de transformer le paradigme de l'État régulateur apparu avec le *New Deal* dans les années 1930 (Giband, 2006). Par le biais d'une série de réformes entamées sous la présidence de Richard Nixon, les Républicains matérialisèrent leur rejet du *big government* en diminuant le poids de l'État fédéral grâce à des transferts de compétences en faveur des gouvernements locaux, notamment dans le domaine de l'action sociale. À ce souci de flexibilité dans les dépenses succéda une volonté de démantèlement des programmes sociaux à la suite de l'élection de Ronald Reagan en 1980. L'administration Reagan diminua notamment le poids des villes dans la gestion de l'action sociale en la transférant aux États qui préféraient généralement se concentrer sur le développement économique plutôt que sur le traitement des inégalités (Giband, 2006).

En parallèle, Reagan prit une série de mesures pour supprimer directement les programmes sociaux destinés aux personnes défavorisées. Cela se traduisit par « des coupes drastiques dans les budgets des programmes d'assistance médicale *Medicare* et *Medicaid*, de coupons alimentaires et de nutrition infantile » (Rolland-Diamond, 2016, p. 439). Les coupes budgétaires entraînèrent par ailleurs une réduction de 17% de l'assurance chômage, ainsi que la suppression de 300 000 emplois financés par des programmes fédéraux qui concernaient en grande partie des Africains Américains (Taylor, 2016). Le Congrès abrogea également « la loi sur l'emploi et la formation » (*Comprehensive Employment and Training Act*) qui favorisait le retour à l'emploi des chômeurs (Rolland-Diamond, 2016, p. 439). Enfin, les critères d'éligibilité aux allocations familiales furent considérablement durcis, le budget fédéral alloué au logement social réduit, et les programmes d'aides techniques et financières directes aux quartiers défavorisés supprimés (Rolland-Diamond, 2016).

Ces mesures étaient présentées comme *colorblind*² par l'administration Reagan, mais elles eurent dans les faits des conséquences catastrophiques sur les conditions de vie des populations racisées³ des ghettos, notamment à South Central.

Au-delà de la paupérisation globale du quartier, une des conséquences les plus dramatiques de la mise en place de ces politiques néolibérales à South Central fut la suppression de la quasi-totalité des programmes sociaux destinés aux jeunes du ghetto qui avaient été créés dans le cadre de la *War on Poverty* de Lyndon Johnson dans les années 1960. Ces programmes, pensés comme des alternatives aux gangs de rue,

² Littéralement « indifférentes à la couleur », c'est à dire ne ciblant spécifiquement aucune catégorie ethno-raciale.

³ Les populations racisées sont des groupes sociaux ayant subi un processus de racisation qui vise à singulariser et à marginaliser un groupe d'individus sur la base de caractéristiques physiques (en particulier la couleur de peau) et/ou de critères culturels considérés comme indépassables et suffisamment étrangers à la culture de la société d'accueil pour constituer un obstacle définitif à leur assimilation. Le concept de racisation a ceci d'utile qu'il permet de mettre en lumière la dimension socialement construite de la race : elle n'a pas d'existence biologique et relève d'une catégorisation arbitraire qui aboutit, dans le cas de ce qu'on appelle le racisme, à l'établissement d'une hiérarchie sociale et donc au développement de discriminations visant des populations spécifiques appelées « populations racisées ».

s'avérèrent très efficaces puisque que les gangs noirs avaient quasiment disparu de South Central quelques années après leur instauration (Alonso, 2004). Cette disparition momentanée des gangs fut attribuée, d'une part, au développement de ces programmes et, d'autre part, à l'influence grandissante de mouvements militants radicaux comme le *Black Panther Party* qui attiraient beaucoup de jeunes et redirigeaient leur énergie vers des objectifs plus politiques. Au milieu des années 1960, on recensait 135 centres et programmes sociaux de ce type à Los Angeles. À la fin du mandat de Reagan il n'en restait plus que cinq, ce qui contribua au développement exponentiel des gangs de la région dans les années 1980 et à l'explosion de rivalités violentes entre ces groupes d'adolescents (Vigil, 2007).

Du ghetto à l'hyperghetto : la polarisation sociale de la communauté africaine-américaine

Un troisième processus affecta South Central de façon concomitante : la polarisation sociale de la communauté africaine américaine. Grâce notamment aux programmes d'*affirmative action* (ou discrimination positive) mis en place dès la fin des années 1960, beaucoup d'Africains Américains (en particulier ceux qui avaient eu l'opportunité de faire des études et qui appartenaient généralement aux classes moyennes et supérieures du ghetto) eurent un accès privilégié aux emplois de l'administration publique, ce qui permit une progression importante de leurs revenus.

Malgré cela, la proportion de familles noires vivant sous le seuil de pauvreté dans l'agglomération ne diminua que légèrement, passant de 22% en 1970 à 18% en 1990. De plus, les quartiers de grande pauvreté (ceux qui comprenaient plus de 40% de pauvres) comptaient, en 1980, 15 000 Africains Américains de plus qu'en 1970 (Grant, Oliver et James, 1996). Par conséquent, alors que la désindustrialisation et les politiques fédérales néolibérales plongeaient de nombreux Noirs dans une pauvreté durable, et que le nombre d'Africains Américains qui intégraient les classes supérieures grâce aux programmes d'*affirmative action* augmentait, la classe moyenne noire se contracta sensiblement. De nombreux chercheurs virent d'ailleurs dans ce processus la phase ultime de la formation de deux communautés noires distinctes à Los Angeles (Waldinger et Bozorgmehr, 1996).

Très vite, la croissance de cette classe supérieure noire, associée à la paupérisation continue des Noirs les plus défavorisés, entraîna un remodelage de la répartition spatiale de la population africaine américaine. Suivant le modèle classique de l'assimilation spatiale⁴, de nombreuses familles noires en situation d'ascension sociale quittèrent South Central pour s'installer dans les quartiers noirs huppés du « nouveau Westside », dans les villes d'Inglewood et de Carson, mais aussi et surtout dans des villes de la grande banlieue de Los Angeles (Zubrinisky Charles, 2000). Cette suburbanisation fut en grande partie rendue possible par la diminution de la ségrégation résidentielle dans la région à la suite du passage du *Fair Housing Act* en 1968.

South Central Los Angeles, le ghetto noir historique de la ville, c'est-à-dire l'espace dans lequel l'ensemble de la population noire était reléguée de force (du plus pauvre au plus riche), vit donc sa composition sociologique transformée sous les effets conjugués de la déségrégation du marché immobilier et des politiques d'*affirmative action*. Ce

⁴ L'assimilation spatiale est le processus selon lequel des groupes minoritaires quittent les quartiers pauvres des villes-centres pour des quartiers plus privilégiés de banlieue lorsqu'ils progressent socialement.

territoire, comme l'ensemble des ghettos étatsuniens à la même époque, se transforma par conséquent en ce que le sociologue Loïc Wacquant qualifie d'« hyperghetto » (Wacquant, 2005) : un ancien ghetto désormais caractérisé par une double ségrégation de race et de classe puisque seuls les Noirs les plus pauvres continuaient à y vivre au début des années 1980.

L'immigration latino : une recomposition du paysage urbain

Enfin, un quatrième processus transforma profondément South Central dans ce contexte très particulier pour la population africaine américaine : l'augmentation massive des flux migratoires en provenance du Mexique et d'Amérique Centrale dans le cœur de l'agglomération.

L'immense majorité des immigrés latinos à Los Angeles était, et demeure, d'origine mexicaine et centraméricaine. Si l'immigration mexicaine avait été relancée à la suite du passage de l'*Immigration and Nationality Act* de 1965, qui avait aboli le système de quotas par pays d'origine et favorisait le regroupement familial, c'est surtout la crise économique qui frappa le Mexique en 1982 et les mesures néolibérales prises dans les années qui suivirent qui furent les principales causes de l'explosion de l'immigration mexicaine aux États-Unis à partir des années 1980 (Laurell, 2015).

En 1983, le Mexique signa un accord avec le Fonds Monétaire International qui prévoyait une stabilisation des dépenses publiques et l'instauration de réformes structurelles censées relancer la croissance. Ces réformes entraînent une diminution des salaires de 30 à 40%, une augmentation du chômage et de l'emploi précaire de 12%, et une diminution de 35% des dépenses publiques entre 1982 et 1988 (Laurell, 2015). En 1992, le Mexique signa l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA) qui entra en vigueur en janvier 1994 et eut des conséquences désastreuses sur les populations pauvres en dévastant le système agricole national. Les petits paysans mexicains ne furent en effet plus en mesure de concurrencer les produits issus de l'agro-industrie étatsunienne qui étaient largement subventionnés par le gouvernement des États-Unis et importés en masse par le Mexique dans le cadre des accords de libre-échange (Laurell, 2015). Tout cela entraîna un exode rural, mais lorsque les anciens petits paysans s'installèrent dans les villes mexicaines, ils furent très vite confrontés à une pénurie d'emplois, ce qui incita beaucoup d'entre eux à émigrer aux États-Unis. Ils furent par ailleurs accompagnés par un nombre grandissant de citoyens victimes des crises économiques successives, ce qui constituait une nouveauté dans l'histoire des migrations entre les États-Unis et le Mexique.

En parallèle, les États-Unis s'impliquèrent largement dans les guerres civiles centraméricaines à la fin des années 1970 et tout au long des années 1980, à des degrés divers en fonction des pays. Il s'agissait pour Washington de soutenir des régimes s'apparentant à des dictatures militaires face à des oppositions populaires, souvent révolutionnaires et d'inspiration marxiste, dans un contexte international de Guerre froide. Il était donc hors de question pour l'administration Reagan de laisser des « rouges » s'implanter dans « l'arrière-cour » des États-Unis alors même que des « ajustements structurels » (expression euphémisante fréquemment utilisée pour qualifier les réformes néolibérales promues par le FMI ou la Banque Mondiale) étaient imposés partout en Amérique Latine. Si l'on s'intéresse au seul cas du Salvador, l'assistance militaire directe offerte par les États-Unis, inexistante avant 1981, s'éleva à 424 millions de dollars durant le premier mandat de Reagan (entre 1981 et 1984) (Lopez, Popkin et Telles, 1996). Cette ingérence étatsunienne contribua à l'escalade du

conflit et engendra des bouleversements économiques et sociaux qui entraînaient un exode massif vers les États-Unis.

Entre 1970 et 1990, le nombre de Latinos vivant en Californie passa de 3,1 millions à 7,7 millions. L'agglomération de Los Angeles fut le principal lieu d'installation de ces immigrés. La population d'origine mexicaine y tripla entre 1970 et 1990 (de 1,2 à 3,7 millions). Quant aux Centraméricains, ils étaient plus de 500 000 dans la région en 1990 alors qu'ils en étaient presque absents en 1970. Au cours de cette période, Los Angeles devint la première ville mexicaine après Mexico, ainsi que la première ville salvadorienne après San Salvador (Sabagh et Bozorgmehr, 1996).

Rapidement, le quartier mexicain américain d'East Los Angeles ne fut plus en mesure d'absorber cet afflux d'immigrés. Les nouveaux arrivants se mirent en quête de logements bon marché, tout d'abord autour des zones à forte concentration latino, puis de plus en plus vers le Sud, jusqu'à s'installer en très grand nombre à South Central.

Dans une zone incluant les quartiers de South Central, Watts et Willowbrook (un quartier situé immédiatement au Sud de South Central, entre Watts et la ville de Compton), on comptait environ 310 000 Africains-Américains en 1970. Ils n'étaient plus que 108 000 en 2010. Dans le même temps, le nombre de Latinos passa de 50 000 en 1970 à 377 000 en 2010. Entre 1970 et 2010, la population noire s'était donc réduite de plus de 200 000 personnes dans ce qui était le ghetto noir historique de la ville, alors que les Latinos avaient vu leurs effectifs augmenter d'environ 330 000 personnes (Le Moigne, 2014).

Conséquences au bas de l'échelle socio-raciale : concurrence interminorités et renforcement du nativisme noir

En l'espace de 30 ans, les quatre processus décrits ci-dessus transformèrent South Central Los Angeles en un territoire socialement dévasté sur lequel les Africains Américains les plus pauvres de l'agglomération finirent par entrer en concurrence pour des ressources de plus en plus en rares avec un nombre grandissant d'immigrés latinos récents.

Face à ce qu'ils considéraient comme un envahissement de leur territoire, beaucoup d'Africains Américains firent preuve d'hostilité vis-à-vis des nouveaux arrivants. Certains n'hésitèrent pas à comparer cette transformation démographique aux pratiques de *block busting*⁵ menées par les agents immobiliers lorsque des familles noires s'installèrent dans des quartiers blancs après le passage du *Fair Housing Act*. En effet, lorsqu'une famille latino emménageait dans un immeuble majoritairement occupé par des familles noires, celui-ci pouvait voir sa composition raciale rapidement basculer à mesure que les propriétaires contraignaient les locataires noirs à quitter leur appartement afin de bénéficier des loyers plus élevés que consentaient à payer les foyers latinos, qui comprenaient souvent plusieurs employés (Johnson, Farrell et Guinn, 1997).

Par ailleurs, alors que le nombre d'élus locaux noirs se réduisait comme peau de chagrin et que la croissance de la population latino laissait augurer une augmentation de sa représentation politique, beaucoup d'Africains-Américains perçurent les revendications sociales grandissantes des Latinos comme une menace pour leurs

⁵ Le *block busting* était une pratique très prisée des agents immobiliers dans la première moitié du 20^e siècle qui consistait à créer la panique chez les propriétaires blancs afin de générer une frénésie de ventes en les convainquant que la démographie de leur quartier serait bientôt bouleversée par l'installation massive de familles noires, ce qui entraînerait une chute importante des prix de l'immobilier.

propres acquis. Ils envisageaient par conséquent leurs relations avec ces nouveaux immigrants comme un jeu à somme nulle : plus l'influence des Latinos sur la politique locale augmentait, plus leur propre influence diminuait. De la même façon, ils considéraient que plus les Latinos disposaient de bons emplois, moins ils disposaient eux-mêmes d'emplois de qualité.

On observa donc la recrudescence d'un nativisme noir qui se matérialisait dans les relations interpersonnelles mais également dans les urnes comme en témoigne le soutien, en 1994, d'environ 55% des électeurs Africains-Américains de South Central à un référendum d'initiative populaire ouvertement xénophobe intitulé *Proposition 187* qui avait deux objectifs majeurs : l'interdiction de l'accès aux services sociaux de l'État, aux écoles publiques et aux soins hospitaliers pour les étrangers en situation irrégulière et leurs enfants ; et l'obligation pour les services de l'État (essentiellement les écoles et les hôpitaux) de dénoncer aux services de l'immigration toute personne susceptible d'être en situation irrégulière (Sonenshein, Drayse et Le Moigne, 2011).

Du point de vue de la communauté africaine américaine de South Central, ce renouveau nativiste s'explique par une augmentation de la perception de ce que les psychologues sociaux ont appelé, d'une part, des « menaces réalistes »⁶ qui concernent surtout le logement, l'emploi, l'influence politique, le niveau d'éducation des enfants et l'accès aux services sociaux ; et d'autre part, des « menaces symboliques »⁷ qui concernent en particulier leur culture et leurs traditions ainsi que la place de l'anglais comme langue principale, à la fois dans leur vie quotidienne et dans les institutions. La question des représentations est ici importante car les Africains Américains considéraient, pour des raisons historiques évidentes, South Central comme un « territoire noir » qu'ils s'étaient appropriés au fil des décennies. C'est cette domination symbolique que vint remettre en question l'immigration latino à un moment où la population noire locale faisait l'expérience d'une dégradation importante de sa situation socio-économique.

Conclusion

Une analyse sommaire des relations entre Africains Américains et Latinos à South Central pourrait nous pousser à conclure que, dans un contexte de raréfaction des ressources, les personnes racisées *aussi* peuvent « être racistes », peuvent ressentir une hostilité envers d'autres personnes racisées et même les discriminer. S'en tenir à cela serait nier le fait que cette pénurie de ressources est largement le fruit de politiques néolibérales ayant spécifiquement affecté les minorités racisées. Il convient donc de situer ces rivalités interminorités dans le millefeuille de la société socialement et racialement stratifiée que sont les États-Unis (Le Moigne, 2021).

Si les mesures prises par l'administration Reagan étaient présentées comme *colorblind*, cette supposée *colorblindness* (une idéologie développée en réaction aux victoires politiques et juridiques du mouvement des droits civiques) eut des conséquences terribles pour les minorités racisées. Dans ce contexte, la paupérisation massive des hyperghettos dans les années 1980 fut rationalisée par les conservateurs qui recoururent à une forme de darwinisme social caractéristique de l'idéologie néolibérale. C'est ce que le sociologue Eduardo Bonilla-Silva a appelé le racisme *colorblind*, une idéologie qui vise à expliquer les inégalités raciales contemporaines comme étant le

⁶ Les menaces dites réalistes sont des menaces qui font planer le spectre d'un danger physique ou d'une perte concrète de ressources (Stephan et Renfro, 2002).

⁷ Les menaces dites symboliques sont des menaces remettant en cause l'intégrité ou la validité d'un système de valeurs (Stephan et Renfro, 2002).

résultat de dynamiques non-raciales (Bonilla-Silva, 2014). Plutôt que d'expliquer le statut social subalterne des personnes racisées par une infériorité biologique comme ce fut le cas lors des décennies et des siècles précédents, de nombreux Blancs rationalisent ce statut et le pensent comme le produit de dynamiques de marché, de processus mécaniques, ainsi que de caractéristiques culturelles spécifiques aux populations racisées. Le racisme, en tant que système de domination, ne serait donc aucunement responsable de la persistance des inégalités entre les Blancs et les groupes racisés, étant entendu, selon les tenants de ce discours, que le mouvement des droits civiques a fait basculer les États-Unis dans une ère post-raciale en mettant fin à l'oppression et à la suprématie blanche. Les victimes des inégalités raciales sont donc tenues pour responsables de leur propre situation de marginalisation dans une société désormais considérée comme parfaitement méritocratique.

Rapporté à South Central dans le contexte décrit dans cet article, le développement de cette idéologie *colorblind* conservatrice contribua à affaiblir les liens entre Noirs et Latinos, d'autant que les immigrants récents, à l'inverse des *Chicanos* des années 1960, étaient considérés comme illégitimes sur le territoire étatsunien par une partie des Africains Américains, a fortiori dans les anciens ghettos noirs. Bon nombre d'Africains Américains ont intégré le discours conservateur hégémonique sur la race et la pauvreté et, à défaut de le cautionner sur le fond, ont, de façon très pragmatique, adapté leurs pratiques aux nouvelles règles du jeu : chacun pour soi dans une société racialement stratifiée dans laquelle les pauvres sont en concurrence pour les miettes du *Welfare State*. Tout ceci contribua à faire que, là où ils disposaient d'un peu de pouvoir, les élites africaines américaines locales ont souvent discriminé les Latinos dans l'accès aux ressources en usant les mêmes procédés de rationalisation que les conservateurs blancs utilisaient à l'encontre des Noirs (Le Moigne, 2016).

C'est la raison pour laquelle le développement de mouvements sociaux tels que *Black Lives Matter*, et plus généralement l'importance grandissante que prennent les théories critiques comme la *Critical Race Theory* à l'intérieur de ces mouvements, sont très utiles car ils permettent à un nombre croissant de personnes issues de ces minorités de prendre conscience de la similarité de leur expérience et de mettre en perspective leur situation dans un cadre plus global. Cela permet d'établir des ponts entre différents types de luttes contre des systèmes de domination différents mais interconnectés.

La volonté de comprendre en quoi race et classe sont liées (c'est-à-dire de comprendre pourquoi les populations racisées sont surreprésentées parmi les victimes du capitalisme, pourquoi les États-Unis se sont pensés comme un pays sans classes et pourquoi les Blancs pauvres ont été amenés à penser qu'ils avaient plus en commun avec les Blancs riches qu'avec les non-Blancs pauvres), est une thématique ancienne qui revient sur le devant de la scène, éclairée par de nouveaux outils conceptuels et théoriques. Il s'agit là d'un processus important tant on sait que le développement d'idéologies et d'intérêts communs est fondamental dans la formation d'alliances politiques et, plus généralement, dans le développement de relations sociales apaisées entre les groupes (Sonenshein, 1993). Repenser la race et la classe dans leur articulation commune (ce que le politiste Cedric Robinson qualifiait de « capitalisme racial » (Robinson, 1983)) pourrait donc permettre, par exemple, aux Africains Américains de ne plus percevoir l'immigration latino comme une source de concurrence dans ce cadre marqué par la stratification raciale, mais comme une opportunité de tisser des liens et de poser les bases d'une remise en question de l'ordre socio-racial établi.

Bibliographie

ALONSO Alex, 2004, « Racialized identities and the formation of Black gangs in Los Angeles », *Urban Geography*, Vol. 25, p. 658-674

BONILLA SILVA Eduardo, 2014, *Racism Without Racists: Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in America* (4^{ème} édition), Rowman and Littlefield Publishers

GIBAND David, 2006, *Géographie sociale des Etats-Unis*, Ellipses

GRANT David M., OLIVER Melvin L., et JAMES Angela D., 1996, « African-Americans: Social and Economic Bifurcation », dans WALDINGER Roger et BOZORGMEHR Mehdi (dir.), *Ethnic Los Angeles*, Russell Sage Foundation, p. 379-411

JOHNSON James H., FARRELL Walter C. Jr., GUINN Chandra, 1997, « Immigration Reform and the Browning of America: Tensions, Conflicts and Community Instability in Metropolitan Los Angeles », *International Migration Review*, Vol. 31, n°4, p. 1055-1095

KAIN John F., 1968, « Housing Segregation, Negro Employment, and Metropolitan Decentralization », *Quarterly Journal of Economics*, Vol 82, n° 2, p. 175-197

LAURELL Asa Cristina, 2015, « Three Decades of Neoliberalism in Mexico: The Destruction of Society », *International Journal of Health Services*, Vol 45, n°2, p. 246-264

LE MOIGNE Yohann, « Concentration spatiale et relations interraciales : analyse géopolitique des rivalités criminelles et politiques entre Afro-Américains et Latinos dans la ville de Compton (Californie) », thèse de doctorat en géographie, Université Paris 8, 2014

LE MOIGNE Yohann, 2016, « Race, ethnicité et concurrence interminorités : le cas des rivalités politiques entre Africains-Américains et Latinos dans la ville de Compton (Californie) », *Politique américaine*, Vol. 28, n°2, p. 89-111

LE MOIGNE Yohann, 2021, « Pour une théorie critique des relations interminorités : relecture de deux types de conflits racialisés à Compton (Californie) », dans AJE Lawrence, DESSENS Nathalie, GACHON Nicolas, STEFANI Anne, *Regards croisés sur la (post-)racialité aux États-Unis*, Presses Universitaires du Midi, p. 35-52

LOPEZ David E., POPKIN Eric et TELLES Edward, 1996, « Central Americans: At the Bottom, Struggling to Get Ahead », in WALDINGER Roger et BOZORGMEHR Mehdi (dir.), *Ethnic Los Angeles*, Russell Sage Foundation, p. 279-304

ROBINSON Cedric, *Black Marxism: the Making of the Black Radical Tradition*, University of North Carolina Press, 1983, 436 p.

ROLLAND-DIAMOND Caroline, *black america : une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIX^e-XXI^e siècle)*, La Découverte, 2016, 575 p.

SABAGH Georges et BOZORGMEHR Mehdi, 1996, « Population Change: Immigration and Ethnic Transformation », dans WALDINGER Roger et BOZORGMEHR Mehdi, *Ethnic Los Angeles*, Russell Sage Foundation, p.79-109

SCOTT Allen J., 2002, « Industrial Urbanism in Late-Twentieth-Century Southern California », dans DEAR Michael J. (dir.), *From Chicago to L.A.: Making Sense of Urban Theory*, Sage Publications, p.163-179

SIDES Josh, 2003, *L.A. City Limits: African American Los Angeles From the Great Depression to the Present*, University of California Press, 288 p.

SONENSHEIN Raphael J., 1993, *Politics in Black and White: Race and Power in Los Angeles*, Princeton University Press, 352 p.

SONENSHEIN Raphael, DRAYSE Mark et LE MOIGNE Yohann, 2011, « Inter-Ethnic Relations at Ground Zero: African American Voting on Proposition 187 in Los Angeles », communication présentée à la conférence annuelle de la Western Political Science Association à San Antonio, Texas (21-23 avril)

SOJA Edward W., 1996, « Los Angeles, 1965-1992: From Crisis-Generated Restructuring to Restructuring-Generated Crisis », dans SCOTT Allen J. et SOJA Edward W., *The City: Los Angeles and Urban Theory at the End of the Twentieth Century*, University of California Press, p. 426-462

SOJA Edward, MORALES Rebecca et WOLFF Goetz, 1983, « Urban Restructuring: an Analysis of Social and Spatial Change in Los Angeles », *Economic Geography*, Vol. 59, n° 2, p. 195-230

STEPHAN Walter. G. et RENFRO C. Lausanne, 2002, « The Role of Threat in Intergroup Relations », dans MACKIE Diane M. et SMITH Eliot R. (dir.), *From Prejudice to Intergroup Emotions: Differentiated Reactions to Social Groups*, Psychology Press, p. 265–283

TAYLOR Keeanga-Yamahtta, *From #BlackLivesMatter to Black Liberation*, Haymarket Books, 2016, 270 p.

VIGIL James Diego, 2007, *The Projects: Gang and Non-Gang Families in East Los Angeles*, University of Texas Press, 256 p.

WACQUANT Loïc, 2005, *Parias urbain, ghetto, banlieues, État*, La Découverte, 336 p.

WALDINGER Roger, 1996, « Who Makes the Beds? Who Washes the Dishes? Black/Immigrant Competition Reassessed », dans DULEEP Harriet Orcutt and WUNNAVA Phanindra V. Wunnava (dir.), *Immigrants and Immigration Policy: Individual Skills, Family Ties, and Group Identities*, JAI Press, p. 265-288

WALDINGER Roger et BOZORGMEHR Mehdi, 1996, « The Making of a Multicultural Metropolis », dans WALDINGER Roger et BOZORGMEHR Mehdi (dir.), *Ethnic Los Angeles*, Russell Sage Foundation, p. 3-37

ZUBRINSKY CHARLES Camille, 2000, « Residential Segregation in Los Angeles », dans BOBO Lawrence D., OLIVER Melvin L., JOHNSON James H. Jr. et VALENZUELA Abel Jr. (dir.), *Prismatic metropolis: Inequality in Los Angeles*, Russell Sage Foundation, p. 167-219